

APPEL DE VELET , Pour tous les Lycées Professionnels Agricoles de France



Nous, personnels de l'Enseignement Agricole Public, organisations syndicales (CGT, FO, FSU, UNSA, SOLIDAIRES), représentant•es des parents d'élèves, élu•es du territoire et d'ailleurs, sommes rassemblé•es à Dijon, afin que le Conseil Régional prenne acte des engagements du Ministère de l'Agriculture (qui faisaient défaut jusque là) de conforter l'offre de formation de l'EPLEFPA de Velet (Établissement Public Local d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricole), et s'engage à son tour publiquement et concrètement à reprogrammer les investissements pluriannuels qui vont permettre à cet outil public d'écrire sereinement la suite de son histoire à Étang sur Arroux, dans le sens d'une ruralité vivante et reconnue comme telle !

Cet établissement public composé d'un LPA (Lycée Professionnel Agricole) et d'un CFPPA (Centre de Formation Professionnelle et de Promotion Agricole), sur la commune d'Étang sur Arroux (71) n'est en effet plus condamné au transfert de ses formations vers un établissement de l'Éducation Nationale d'Autun, ou encore vers un autre établissement d'enseignement agricole public, l'EPL de Tournus à près de 80km.

- Parce que les personnels, investis dans la réussite de leurs élèves et stagiaires adultes, portent de façon constante et exemplaire des projets pédagogiques conformes aux missions de l'Enseignement Agricole Public,
- Parce qu'une décision de fermeture prise de manière unilatérale et sans concertation contre un établissement public bien identifié sur son territoire et situé au cœur du Massif forestier du Morvan est pour nous incompréhensible,
- Parce que le monde agricole et forestier se doit d'être renforcé afin d'être pleinement en mesure de relever les défis majeurs du renouvellement des générations, de la transition écologique, des nécessaires évolutions de modèles économiques, sociaux, et environnementaux,
- Parce que notre combat pour sauver une école de la République en milieu rural au bénéfice des habitant.es de campagnes vivantes est totalement légitime,

nous appelons les collègues, les élu.es, les familles à nous rejoindre pour refuser définitivement toute délocalisation des formations et pour exiger :

- un maintien de l'ensemble des formations sur le site d'Etang-sur-Arroux,
- des moyens à la hauteur d'une carte de formations étoffée pour renforcer davantage encore l'ancrage professionnel, territorial de l'établissement, répondre aux besoins des métiers de la forêt, métiers en tension, répondre mieux encore à la mission d'insertion professionnelle des élèves du lycée, des futur.es apprenti.es et des adultes du CFPPA.

Nous sommes déterminé.es à exiger le maintien de l'ensemble des Lycées Professionnels Agricoles publics, souvent petits établissements pour lesquels le ratio coût/élève est par nature élevé mais si précieux pour la collectivité, les territoires et la ruralité.

- Parce que les LPA outils publics qui maillent le territoire, contribuent au développement économique local,
- Parce que les LPA contribuent à l'animation rurale en lien avec les acteurs du monde associatif rural,

- Parce que les LPA contribuent au développement professionnel et technique en lien avec les acteurs professionnels des territoires ruraux,
- Parce que les LPA, à taille humaine, contribuent au bien-être et au bien vivre pour apprendre,
- Parce que les LPA contribuent à l'insertion sociale, culturelle et professionnelle de jeunes et d'adultes grâce à des formations adaptées, de proximité pour des publics parfois peu mobiles et en grande fragilité sociale,
- Parce que les LPA contribuent au développement des formations des métiers du service et du soin en milieu rural, et ainsi au lien social, au bien vivre et vieillir « au pays »,
- Parce que les LPA, acteurs du service public gratuit et laïc, poumons de vitalité et de dynamisme, sont un rempart contre l'obscurantisme et les extrémismes,

nous appelons tous les agent.es de l'Enseignement Agricole Public, les familles, les élu.es à se battre coûte que coûte :

- **pour garantir le maintien de tous les LPA sur l'ensemble du territoire**
- **pour permettre une planification des besoins afin de conforter le bâti scolaire, les classes existantes et enrichir l'offre de formation**
- **pour que l'argent public finance l'école publique et laïque.**

Nous ne nous résignerons pas à la liquidation des services publics, des écoles, des Lycées Professionnels Agricoles.

Pour ne pas laisser s'étendre le sentiment d'abandon et de relégation des habitant.es des campagnes, de la ruralité, des territoires périurbains,

Pour ne pas faire la part belle à l'idée chère aux extrêmes droites d'une concurrence entre une France des campagnes « abandonnées » et celle des villes prétendument « choyées »,

Pour que les territoires ruraux et leurs élu.es ne pâtissent pas indirectement du désengagement de la puissance publique,

Parce que les LPA et l'ensemble des services publics en milieu rural sont garants de l'égalité des chances des jeunes ruraux et des adultes désireux.ses de se former,

Parce que l'on ne peut pas, on ne doit surtout pas priver un territoire de son école publique !

Ainsi, nous ensemble mobilisé.es faisons sens et convergence pour un mouvement de résistance contre la casse des services publics, pour le maintien et le soutien de tous les LPA de France, de surcroît à l'heure du double défi du renouvellement des générations en agriculture (près de 50 % des actifs partant en retraite sous 5 à 8 ans) et de la nécessaire accélération de la transition écologique.

Nous, personnels du MASA et de ses établissements d'enseignement agricole public, organisations syndicales (CGT, FO, FSU, UNSA, SOLIDAIRES), représentant.es des parents d'élèves, élu.es du territoire et d'ailleurs, ne laisserons aucun territoire rural orphelin de son école et sommes déterminé.es à obtenir le maintien de l'ensemble des Lycées Professionnels Agricoles publics.

